

Sur proposition de la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14^o, quatrième tiret, point 1), de l'arrêté royal du 8 janvier 2006 déterminant les types d'information associés aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, inséré par l'arrêté royal du 27 janvier 2008 et modifié par l'arrêté royal du 31 janvier 2018, après le 5.1.5., sont insérés les 5.1.6., 5.1.7., 5.1.8. et 5.1.9., rédigés comme suit :

« 5.1.6. Etudiant ayant obtenu son diplôme et cherchant un emploi

5.1.7. Etudiant ayant obtenu son diplôme et créant une entreprise

5.1.8. Chercheur ayant terminé son projet de recherche et cherchant un emploi

5.1.9. Chercheur ayant terminé son projet de recherche et créant une entreprise ».

Art. 2. L'article 1^{er} entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi qui transposera dans l'ordre juridique belge l'article 25, de la directive (UE) 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programme d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair.

Les ministres qui ont l'Intérieur et l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans leurs attributions constateront par arrêté ministériel la date à laquelle la loi visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur.

Art. 3. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing, en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, 14^o, vierde streepje, punt 1), van het koninklijk besluit van 8 januari 2006 tot bepaling van de informatietypes, verbonden met de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 januari 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 januari 2018, worden, na 5.1.5., 5.1.6., 5.1.7., 5.1.8. en 5.1.9 ingevoegd, luidende:

“5.1.6. Een student die zijn diploma behaald heeft en werk zoekt

5.1.7. Een student die zijn diploma behaald heeft en een bedrijf opricht

5.1.8. Een onderzoeker die zijn onderzoeksproject beëindigd heeft en werk zoekt

5.1.9. Een onderzoeker die zijn onderzoeksproject beëindigd heeft en een bedrijf opricht”.

Art. 2. Artikel 1 treedt in werking op de dag van de inwerkingtreding van de wet die artikel 25 van de richtlijn (EU) 2016/801 van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2016 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van derdelanders met het oog op onderzoek, studie, stages, vrijwilligerswerk, scholierenuitwisseling, educatieve projecten of au-pairactiviteiten in de Belgische rechtsorde zal omzetten.

De ministers die bevoegd zijn voor Binnenlandse Zaken en voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zullen bij ministerieel besluit de datum vastleggen waarop de in het eerste lid bedoelde wet in werking treedt.

Art. 3. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/201710]

1^{er} JUIN 2021. — Arrêté royal relatif à la désignation des médecins-contrôleurs et des médecins-arbitres, et à la procédure de plainte

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 4, § 1^{er}, numéroté par la loi du 7 avril 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 20 décembre 2020;

Vu la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, les articles 3, § 1^{er} et 2, alinéa 2, 5, alinéa 2, 6, § 2 et 3 et 7, § 2, modifiés par la loi du 15 janvier 2018;

Vu la loi du 15 janvier 2018 portant des dispositions diverses en matière d'emploi, l'article 44;

Vu le code du bien-être au travail, livre II, titre 9 relatif au Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission de suivi créée par la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2001 concernant les médecins-contrôleurs et les médecins-arbitres;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/201710]

1 JUNI 2021. — Koninklijk besluit betreffende de aanduiding van de controleartsen en artsen-scheidsrechters, en betreffende de klachtenprocedure

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, § 1, genummerd bij de wet van 7 april 1999 en laatst gewijzigd bij de wet van 20 december 2020;

Gelet op de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde, artikelen 3, § 1 en 2, tweede lid, 5, tweede lid, 6, § 2 en 3 en 7, § 2 gewijzigd bij de wet van 15 januari 2018;

Gelet op de wet van 15 januari 2018 houdende diverse bepalingen inzake werk, artikel 44;

Gelet op de codex over het welzijn op het werk, boek II, titel 9 betreffende de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 2001 betreffende de samenstelling en de werking van de Opvolgingscommissie ingericht door de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2001 betreffende de controleartsen en de artsen-scheidsrechters;

Vu l'avis n° 2134 du Conseil National du Travail donné le 28 mai 2019;

Vu l'avis n° 230 du Conseil Supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail donné le 20 décembre 2019;

Vu l'avis n° 12/2020 de l'Autorité de Protection des données donné le 21 février 2020;

Vu l'avis n° 66.699/1 du Conseil d'Etat donné le 9 décembre 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et du Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à la déclaration d'indépendance des médecins-contrôleurs.*

Article 1^{er}. - La déclaration d'indépendance du médecin-contrôleur, visée à l'article 3, § 2, de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, est rédigée en double exemplaire conformément au modèle repris à l'annexe I au présent arrêté.

Le premier exemplaire est annexé aux constatations écrites, visées à l'article 31, § 4, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, que le médecin-contrôleur remet au travailleur.

Le second exemplaire est annexé aux constatations écrites, visées à l'alinéa précédent, que le médecin-contrôleur transmet à l'employeur.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux médecins-arbitres*

Art. 2. - La demande d'inscription sur la liste des médecins-arbitres est adressée au président du conseil provincial de l'Ordre des médecins au tableau duquel le médecin demandeur est inscrit.

Elle est accompagnée de documents qui constituent le dossier d'inscription, à savoir :

1^o une attestation de l'INAMI certifiant que le demandeur a exercé une activité de médecin généraliste pendant une période d'au moins cinq ans ou la preuve qu'il a une pratique médicale équivalente;

2^o une déclaration d'engagement d'indépendance conforme au modèle repris à l'annexe II au présent arrêté;

3^o un inventaire de toutes les pratiques médicales exercées et des lieux où elles sont exercées;

4^o l'indication du territoire géographique pour lequel l'exercice de la pratique de la médecine d'arbitrage est demandée.

Le conseil provincial de l'Ordre des médecins peut réclamer toute autre information qui soit appropriée et nécessaire.

Art. 3. - Le conseil provincial de l'Ordre des médecins statue sur la demande d'inscription sur la liste des médecins-arbitres, conformément aux articles 20 à 23 de l'arrêté royal du 6 février 1970 réglant l'organisation et le fonctionnement des conseils de l'Ordre des médecins.

La décision motivée est prise au plus tard trois mois après l'introduction de la demande accompagnée des documents visés à l'article 2, alinéa 2.

La décision est notifiée au médecin, par lettre recommandée, dans un délai de huit jours calendriers après qu'elle a été prise.

Art. 4. - L'inscription prend cours à la date de la décision favorable.

L'inscription d'un médecin sur la liste des médecins-arbitres est accordée pour une période de cinq ans renouvelable.

Art. 5. - Au plus tard six mois avant l'expiration de la période d'inscription ou de renouvellement de l'inscription, le médecin-arbitre introduit une demande de renouvellement de l'inscription auprès du président du conseil provincial de l'Ordre des médecins au tableau duquel il est inscrit.

Le conseil provincial de l'Ordre des médecins examine la demande, sur base du dossier actualisé du demandeur, visé à l'article 2, alinéa 2.

Le conseil décide conformément aux dispositions des articles 2 à 4.

Gelet op het advies nr. 2134 van de Nationale Arbeidsraad gegeven op 28 mei 2019;

Gelet op het advies nr. 230 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gegeven op 20 december 2019;

Gelet op het advies nr. 12/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 21 februari 2020;

Gelet op het advies nr. 66.699/1 van de Raad van State gegeven op 9 december 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Werk en de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de onafhankelijkheidsverklaring van de controleartsen.*

Artikel 1. - De in artikel 3, § 2, van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde bedoelde onafhankelijkheidsverklaring van de controlearts wordt in twee exemplaren opgesteld overeenkomstig het model dat in bijlage I bij dit besluit is weergegeven.

Het eerste exemplaar wordt bijgevoegd aan de in artikel 31, § 4, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten bedoelde schriftelijke bevindingen, die de controlearts aan de werknemer overhandigt.

Het tweede exemplaar wordt gevoegd bij de in het vorige lid bedoelde schriftelijke bevindingen die de controlearts aan de werkgever overmaakt.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de artsen-scheidsrechters.*

Art. 2. - De aanvraag tot inschrijving op de lijst van artsen-scheidsrechters wordt gericht aan de voorzitter van de provinciale raad van de Orde der artsen op wier lijst de arts die de aanvraag indient is ingeschreven.

Ze wordt vergezeld van de documenten die het inschrijvingsdossier vormen, met name:

1^o een attest van het RIZIV dat bewijst dat de aanvrager een huisartsactiviteit gedurende een termijn van minstens vijf jaar heeft uitgeoefend of het bewijs dat hij een vergelijkbare medische praktijk heeft;

2^o een verbintenisverklaring van onafhankelijkheid overeenkomstig het model dat in bijlage II bij dit besluit is weergegeven;

3^o een inventaris van alle uitgeoefende medische praktijken en van de plaatsen van uitoefening ervan;

4^o de aanwijzing van het geografische gebied waarvoor de uitoefening van de praktijk van de scheidsrechterlijke geneeskunde gevraagd wordt;

De provinciale raad van de Orde der artsen kan alle andere informatie die passend en noodzakelijk is opvragen.

Art. 3. - De provinciale raad van de Orde der artsen doet uitspraak over de vraag tot inschrijving op de lijst van de artsen-scheidsrechters, overeenkomstig de artikelen 20 tot 23 van het koninklijk besluit van 6 februari 1970 tot regeling van de organisatie en de werking der raden van de Orde der geneesheren.

De gemotiveerde beslissing wordt genomen ten laatste drie maanden na de indiening van de aanvraag vergezeld van de documenten bedoeld in artikel 2, tweede lid.

De beslissing wordt bij aangetekend schrijven en binnen een termijn van acht kalenderdagen nadat ze werd genomen ter kennis gebracht van de arts.

Art. 4. - De inschrijving neemt een aanvang op de datum van de gunstige beslissing.

De inschrijving van een arts op de lijst van de artsen-scheidsrechters wordt toegekend voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Art. 5. - Ten laatste zes maanden voor het verstrijken van de inschrijvingsperiode of de vernieuwing van de inschrijving, dient de arts-scheidsrechter een aanvraag tot vernieuwing van de inschrijving in bij de voorzitter van de provinciale raad van de Orde der artsen op wier lijst hij is ingeschreven.

De provinciale raad van de Orde der artsen onderzoekt de aanvraag, op basis van het door de aanvrager geactualiseerde dossier, bedoeld in artikel 2, tweede lid.

De raad beslist overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2 tot 4.

Art. 6. - Le Conseil provincial de l'Ordre des médecins qui traite une demande d'inscription ou de renouvellement d'inscription sur la liste des médecins-arbitres conformément aux dispositions des articles 2 à 5 est considéré comme le responsable du traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement Général sur la Protection des Données pour tous les documents qui lui sont confiés dans le cadre de cette procédure.

Les conseils provinciaux de l'Ordre des médecins conservent les dossiers relatifs à l'inscription et au renouvellement de l'inscription des médecins-arbitres ainsi que tous les documents qui les mettent à jour, tant que la personne inscrite exerce la fonction de médecin-arbitre.

Lorsque la personne visée à l'alinéa 2 cesse ses activités de médecin-arbitre, elle en informe le conseil provincial de l'Ordre des médecins au tableau duquel il est inscrit, afin que celui-ci puisse cesser de conserver son dossier.

Art. 7. - La liste des médecins-arbitres est constituée, tenue à jour, conservée et mise à disposition sous forme électronique sur son site internet par le Conseil national de l'Ordre des médecins, qui à cette fin, est considéré comme le responsable du traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Cette liste indique :

- 1° le nom et le prénom du médecin-arbitre;
- 2° la manière dont le médecin-arbitre peut être contacté;
- 3° la région dans laquelle le médecin-arbitre peut exercer son activité;
- 4° la date jusqu'à laquelle l'inscription sur la liste est valable.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes aux médecins-contrôleurs et aux médecins-arbitres.*

Art. 8. - Le médecin-contrôleur et le médecin-arbitre qui ne sont plus autorisés à exercer l'art de guérir ou qui font l'objet d'une sanction disciplinaire de l'Ordre des médecins, qui a un effet immédiat sur le maintien du droit à exercer la médecine, interrompent leurs missions de contrôle ou d'arbitrage, qui sont entachées de nullité.

Art. 9. - Toute plainte relative à l'organisation du contrôle, la compétence, le manque d'indépendance ou la faute professionnelle d'un médecin-contrôleur ou d'un médecin-arbitre est introduite, par écrit, auprès du président du conseil provincial de l'Ordre des médecins au tableau duquel le médecin concerné est inscrit.

Le conseil provincial de l'Ordre des médecins agit conformément à sa compétence visée à l'article 6, 2° de l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Art. 10. - Lorsque le conseil provincial de l'Ordre des médecins se prononce au sujet d'un médecin-arbitre, sa décision précise, le cas échéant, si elle entraîne la radiation ou la suspension de la liste des médecins-arbitres et, le cas échéant également, la durée de cette suspension.

Art. 11. - Le Conseil provincial de l'Ordre des médecins qui reçoit et traite une plainte concernant un médecin-contrôleur ou un médecin-arbitre conformément aux dispositions des articles 9 et 10, est considéré comme le responsable du traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement Général sur la Protection des Données pour tous les documents qui lui sont confiés dans le cadre de cette procédure.

Les dossiers relatifs à une plainte sont conservés pendant une période de dix ans à compter du jour où il a été statué définitivement sur la plainte.

Art. 12. - L'Ordre des médecins établit un rapport annuel qui rend compte, sous la forme de données anonymisées et traitées de manière à rendre impossible l'identification des personnes concernées, du nombre de plaintes introduites et traitées, de la nature de celles-ci, du suivi qui leur est accordé ainsi que du délai de traitement de ces plaintes.

L'Ordre des médecins communique ce rapport annuellement au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail.

Art. 6. - De provinciale raad van de Orde der artsen die een aanvraag tot inschrijving of vernieuwing van inschrijving op de lijst van de artsen-scheidsrechters behandelt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2 tot 5 wordt beschouwd als de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming voor alle documenten die haar in het kader van deze procedure worden toevertrouwd.

De provinciale raden van de Orde der artsen bewaren de dossiers betreffende de inschrijving en de vernieuwing van de inschrijving van de artsen-scheidsrechters en alle documenten die ze actualiseren, zolang de persoon die op de lijst is ingeschreven de functie van arts-scheidsrechter uitoefent.

Wanneer de in het tweede lid bedoeld persoon zijn activiteiten als arts-scheidrechter stopzet stelt hij de provinciale raad van de Orde der artsen op wier lijst hij is ingeschreven hiervan op de hoogte, zodat deze de bewaring van zijn dossier kan stopzetten.

Art. 7. - De lijst van de artsen-scheidsrechters wordt samengesteld, bijgehouden, bewaard en via zijn website elektronisch ter beschikking gesteld door de nationale raad van de Orde der artsen, die in dat kader beschouwd wordt als de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

Deze lijst vermeldt:

- 1° de naam en de voornaam van de arts-scheidrechter;
- 2° de wijze waarop de arts-scheidsrechter kan worden gecontacteerd;
- 3° de regio waarin de arts-scheidsrechter zijn activiteit mag uitoefenen;
- 4° de datum tot wanneer de inschrijving op de lijst geldig is.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de controleartsen en de artsen-scheidsrechters.*

Art. 8. - De controlearts en de arts-scheidsrechter die niet meer gerechtigd zijn om de geneeskunde uit te oefenen of die het voorwerp uitmaken van een tuchtstraf van de Orde der artsen, die een rechtstreeks gevolg heeft voor het behoud van het recht om de geneeskunde uit te oefenen, onderbreken hun controle- of scheidsrechterlijke opdrachten, die als nietig beschouwd worden.

Art. 9. - Elke klacht betreffende de organisatie van de controle, de bevoegdheid, een gebrek aan onafhankelijkheid of een beroepsfout van een controlearts of een arts-scheidsrechter wordt schriftelijk ingediend bij de voorzitter van de provinciale raad van de Orde der artsen op wier lijst de desbetreffende arts is ingeschreven.

De provinciale raad van de Orde der artsen handelt overeenkomstig haar bevoegdheid zoals bedoeld in artikel 6, 2° van het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der artsen.

Art. 10. - Wanneer de provinciale raad van de Orde der artsen een uitspraak doet in een zaak van een arts-scheidsrechter, verduidelijkt haar beslissing, in voorkomend geval, of zij de schrapping of de schorsing van de lijst van artsen-scheidsrechters met zich meebrengt en, in voorkomend geval ook, de duur van deze schorsing.

Art. 11. - De provinciale raad van de Orde der artsen die een klacht betreffende een controlearts of een arts-scheidsrechter ontvangt en behandelt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 9 en 10 wordt beschouwd als de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming voor alle documenten die haar in het kader van deze procedure worden toevertrouwd.

De dossiers betreffende een klacht worden bewaard gedurende een termijn van tien jaar vanaf de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de klacht.

Art. 12. - De Orde der artsen stelt een jaarverslag op dat een overzicht geeft van het aantal ingediende en behandelde klachten, van de aard van deze klachten, van het gevolg dat eraan werd gegeven en van de termijn waarbinnen ze behandeld werden, onder de vorm van geanonimiseerde gegevens die zodanig worden verwerkt dat het onmogelijk is de betrokken personen te identificeren.

De Orde der artsen deelt dit verslag jaarlijks mee aan de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 13. - Le chapitre 11 de la loi du 15 janvier 2018 portant des dispositions diverses en matière d'emploi, modifiant la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Les dossiers de plainte à l'encontre d'un médecin-contrôleur ou d'un médecin-arbitre ainsi que les dossiers de demande d'inscription sur la liste des médecins-arbitres qui n'ont pas fait l'objet d'une décision définitive à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont renvoyés au conseil provincial compétent de l'Ordre des médecins.

Art. 14. - L'arrêté royal du 10 juin 2001 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission de suivi créée par la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle est abrogé.

Art. 15. - L'arrêté royal du 18 juillet 2001 concernant les médecins-contrôleurs et les médecins-arbitres est abrogé.

Art. 16. - Dans l'article II.9-29, alinéa 2 du code du bien-être au travail, le 5° est abrogé.

Art. 17. - Le ministre qui a le Travail dans ses attributions et le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Note

Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996;
Loi du 13 juin 1999, *Moniteur belge* du 13 juillet 1999;
Loi du 15 janvier 2018, *Moniteur belge* du 5 février 2018;
Arrêté royal du 28 avril 2017, *Moniteur belge* du 2 juin 2017;
Arrêté royal du 10 juin 2001, *Moniteur belge* du 14 juin 2001;
Arrêté royal du 18 juillet 2001, *Moniteur belge* du 3 août 2001.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 13. - Hoofdstuk 11 van de wet van 15 januari 2018 houdende diverse bepalingen inzake werkgelegenheid, dat de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde wijzigt evenals dit besluit treden in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin dit besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De klachtendossiers tegen een controlearts of een arts-scheidsrechter evenals de dossiers betreffende de aanvraag tot inschrijving op de lijst van de artsen-scheidsrechters waarvoor nog geen definitieve beslissing werd genomen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden doorgezonden naar de bevoegde provinciale raad van de Orde der artsen.

Art. 14. - Het koninklijk besluit van 10 juni 2001 betreffende de samenstelling en de werking van de Opvolgingscommissie ingericht door de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde wordt opgeheven.

Art. 15. - Het koninklijk besluit van 18 juli 2001 betreffende de controleartsen en de artsen-scheidsrechters wordt opgeheven.

Art. 16. - In artikel II.9-29, tweede lid van de codex over het welzijn op het werk wordt de bepaling onder 5° opgeheven.

Art. 17. - De minister bevoegd voor Werk en de minister bevoegd voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996;
Wet van 13 juni 1999, *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 1999;
Wet van 15 januari 2018, *Belgisch Staatsblad* van 5 februari 2018;
Koninklijk besluit van 27 april 2017, *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2017;
Koninklijk besluit van 10 juni 2001, *Belgisch Staatsblad* van 14 juni 2001;
Koninklijk besluit van 18 juli 2001, *Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 2001.

ANNEXE I

Modèle de déclaration d'indépendance du médecin-contrôleur visée à l'article 3, § 2 de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle.**Déclaration d'indépendance du médecin-contrôleur.**

(Loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, article 3, § 2 et arrêté royal du 1^{er} juin 2021 relatif à la désignation des médecins-contrôleurs et des médecins-arbitres, et à la procédure de plainte, article 1^{er}).

Je soussigné,

[1]

(1), médecin-contrôleur, délégué par M./Mme (2) de la (2) à (2) aux fins de vérifier la réalité de l'incapacité de travail de M./Mme (3) à (3) déclare effectuer ce contrôle entotal indépendance par rapport aux personnes précitées.

Fait à, le

Cachet et signature du médecin-contrôleur.

 Note

(1) Nom du médecin-contrôleur.

(2) Nom de la personne ayant demandé la visite de contrôle, dénomination et adresse de la société.

(3) Nom et adresse du travailleur/de la travailleuse faisant l'objet du contrôle.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} juin 2021 relatif à la désignation des médecins-contrôleurs et des médecins-arbitres, et à la procédure de plainte.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santépublique,

F. VANDENBROUCKE

Le Ministre du Travail

P.-Y. DERMAGNE

 BIJLAGE I
Model van de in artikel 3, § 2, van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde bedoelde onafhankelijkheidsverklaring van de controlearts**Onafhankelijkheidsverklaring van de controlearts.**

(Wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde, artikel 3, § 2 en koninklijk besluit van 1 juni 2021 betreffende de aanduiding van de controleartsen en artsen-scheidsrechters en betreffende de klachtenprocedure, artikel 1).

Ik, ondergetekende,

(1) controlearts, afgevaardigd door de heer/mevrouw (2) van (2) te (2) dit ten einde na te gaan of de heer/mevrouw (3) te (3) werkelijk arbeidsongeschikt is, verklaar dit onderzoek in totale onafhankelijkheid van bovengemelde personen uit te voeren.

Gedaan te op

Stempel en handtekening van de controlearts.

 Nota

(1) Naam van de controlearts.

(2) Naam van de persoon die het controleonderzoek heeft gevraagd, benaming en adres van de firma.

(3) Naam en adres van de werknemer/werkneemster die onderzocht is

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 juni 2021 betreffende de aanduiding van de controleartsen en artsen-scheidsrechters, en betreffende de klachtenprocedure.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

F. VANDENBROUCKE

De Minister van Werk,

P.-Y. DERMAGNE

ANNEXE II

Modèle de la déclaration d'engagement d'indépendance du médecin postulant la fonction de médecin-arbitre visée à l'article 6, § 2 de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle.

**Déclaration d'engagement d'indépendance du médecin postulant
à la fonction de médecin-arbitre.**

(Loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle, article 6, § 2, 2^o et arrêté royal du 1^{er} jui 2021 relatif à la désignation des médecins-contrôleurs et des médecins-arbitres, et à la procédure de plainte, article 2, alinéa 2, 2^o).

Je soussigné,

....., médecin, m'engage par la présente à exercer mes fonctions de médecin-arbitre entotale indépendance par rapport aux personnes concernées par les arbitrages.

Fait à, le

Cachet et signature.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} juin 2021 relatif à la désignation des médecins-contrôleurs et desmédecins-arbitres, et à la procédure de plainte.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE
Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

BIJLAGE II

Model van de in artikel 6, § 2, van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde bedoelde verbintenisverklaring van onafhankelijkheid van de arts die naar de functie van arts-scheidsrechter solliciteert

Verbintenisverklaring van onafhankelijkheid van de arts die naar de functie van arts-scheidsrechter solliciteert

(Wet van 13 juni 1999 betreffende de controlegeneeskunde, artikel 6, § 2, 2^o en koninklijk besluit besluit van 1 juni 2021 betreffende de aanduiding van de controleartsen en artsen-scheidsrechters, en betreffende de klachtenprocedure, artikel 3, tweede lid, 2^o)

Ik ondergetekende,

....., arts, verbind mij ertoe mijn functies van arts-scheidsrechter in totale onafhankelijkheid van de personen die betrokken zijn bij de arbitrage uit te oefenen.

Gedaan te..... op.....

Stempel en handtekening.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 juni 2021 betreffende de aanduiding van de controleartsen en artsen-scheidsrechters, en betreffende de klachtenprocedure

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE
De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Nota

[1]

(1) Nom du médecin-contrôleur.

(2) Nom de la personne ayant demandé la visite de contrôle, dénomination et adresse de la société.

(3) Nom et adresse du travailleur/de latravailleuse faisant l'objet du contrôle.